



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 9 avril 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 18
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 29 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le neuf avril à quatorze heures, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Absents excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus) : pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)

Absents excusés :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac)

Absents :

M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

Convention de partenariat entre la CDC du Bassin de Marennes et la CCI de Charente Maritime dans le cadre de l'Espace Régional d'Information de Proximité pour 2024

*Actions de
développement
économique*

Monsieur Joël PAPINEAU, Vice-président en charge du développement économique expose :

La Communauté de Communes du Bassin de Marennes souhaite poursuivre l'action sur le volet emploi, formation professionnelle, en confirmant sa volonté de travailler sur une réponse commune avec la CDC de l'Ile d'Oléron dans le cadre de l'appel à projets régional ERIP (Espace Régional d'Information de Proximité) pour l'année 2024.

La mise en œuvre de l'axe 2 du plan d'actions nécessite l'organisation de forums, événements, ateliers autour de la promotion et de l'attractivité des métiers, et ainsi de disposer de moyens humains expérimentés.

Compte tenu du bilan exposé en comité de pilotage ERIP en janvier 2024 sur l'activité réalisée entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2023, la CCBM souhaite poursuivre le partenariat engagé avec la CCI 17. Cette convention permet de disposer d'un agent de la CCI 17, responsable de la mise en œuvre du plan d'actions ERIP 2024, sous la direction de la responsable économie, emploi, services à la population de la CCBM. L'agent CCI missionné sur ces tâches y consacrerait 30% de son temps de travail durant l'année 2024. En contrepartie, la CCBM verserait un montant forfaitaire de 26 500 € pour 12 mois à la CCI 17. La convention sera conclue pour une durée d'un an.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu l'avis favorable de la commission développement économique du 13 mars 2024 ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président,

DECIDE

- D'approuver la convention de partenariat entre la CCBM et la CCI de Charente-Maritime pour l'année 2024 ;
- D'autoriser le Président à la signer ainsi que tout document afférent ;
- D'inscrire les dépenses au budget général de l'année 2024.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.